



Inter-Parliamentary Union  
For democracy. For everyone.

Chemin du Pommier 5  
Case postale 330  
1218 Le Grand-Saconnex  
Geneva – Switzerland  
www.ipu.org

## Allocution de Mme Gabriela Cuevas Barron Présidente de l'UIP

*Débat de l'Assemblée générale des Nations Unies sur  
l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP*

New York, le 22 mai 2018

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Le partenariat entre l'ONU et l'UIP a commencé à prendre racine il y a 20 ans alors que le monde exigeait un système de gouvernance plus transparent et apte à déboucher sur des résultats tout à fait concrets.

Tandis que les mécanismes de la mondialisation se renforçaient, les gens se sont sentis de plus en plus vulnérables et tenus à l'écart des importantes décisions prises à l'ONU, à l'OMC et dans d'autres instances internationales. Dans ce contexte, notre objectif a été de combler ce fossé en donnant la parole aux représentants du peuple à l'ONU et en aidant les parlements à tenir les Etats membres responsables de leurs engagements au niveau mondial.

Quel chemin avons-nous parcouru à cet égard ?

Même si nous avons obtenu de nombreux résultats dont nous pouvons être fiers, nous devons reconnaître que nous n'avons pas encore atteint notre destination finale. En réalité, la situation actuelle du monde exige que nous redoublions d'efforts et que nous envisagions de nouvelles façons de travailler ensemble afin d'être à la fois plus efficaces dans notre action et plus ambitieux dans notre vision.

Aujourd'hui, d'anciens et de nouveaux conflits font rage partout dans le monde, et la paix et la sécurité restent hors de portée pour un trop grand nombre de personnes. Les changements climatiques poussent les gens à quitter leurs foyers à la recherche d'un endroit sûr, de nourriture et d'eau potable, mais ces déplacements les confrontent à d'autres dangers. Même si elle a progressé dans certains domaines, l'égalité entre les hommes et les femmes est loin d'être réalisée et fait face à des menaces nouvelles et constantes, notamment pour les femmes en politique. Les inégalités de revenus et de patrimoine ont atteint des niveaux sans précédent et fragilisent le fondement même du contrat social qui unit les pays entre eux. Partout, la politique est devenue plus clivante et plus polarisée, et sape la confiance des peuples envers leurs gouvernements. Notre réunion nous donne ainsi l'occasion de faire le point sur notre relation et de nous réorganiser en conséquence.

En tant que parlementaire de longue date, je suis très bien placée pour savoir que les parlementaires jouent un rôle important pour apaiser les préoccupations quotidiennes des citoyens et pour répondre à leurs attentes et leurs aspirations à un monde meilleur, plus juste et plus durable.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, qui a lui-même été parlementaire, reconnaît l'importance d'associer les parlementaires à la prise de décisions au niveau international afin que les travaux menés dans cette salle et dans cet édifice soient concrétisés.

Dans son rapport, M. Guterres met au jour les nombreux éléments du système des Nations Unies sur lesquels les parlements et l'UIP se sont engagés en vue de subvenir aux besoins des citoyens du monde entier dans un environnement toujours plus complexe. Lorsque les Nations Unies associent des représentants du peuple à leurs délibérations, on peut s'attendre à ce que celles-ci reflètent davantage le principe fondateur de la Charte des Nations Unies "Nous, peuples des Nations Unies".

Ce rapport souligne en outre la collaboration de l'UIP et de l'ONU dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité, du désarmement, de l'égalité des sexes et du développement durable.

La résolution dont il est question aujourd'hui fait écho à cet important travail. Elle ouvre aussi la voie à de nouveaux domaines de coopération, notamment le maintien de la paix, le dialogue interreligieux et interethnique, la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. L'UIP collabore déjà avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans le cadre d'un programme conjoint visant à combattre le terrorisme et l'extrémisme violent. Cette initiative veut réunir les parlements et les gouvernements dans la lutte contre ce fléau actuel dont aucune société n'est à l'abri et qui menace sérieusement la paix et la sécurité dans le monde. La démarche préventive que les parlements peuvent mener doit faire pendant à l'approche réactive des gouvernements.

En tant que législateurs et personnes influentes, les parlementaires occupent une position de leader décisive dans leurs pays. Et en tant qu'organisation mondiale des parlements nationaux, l'UIP doit contribuer à la création d'un terrain d'entente entre les parlementaires afin que leur voix commune, au-delà des partis et des genres, soit perçue en tant que perspective parlementaire forte sur les affaires mondiales. Notre objectif est de rassembler les représentants du peuple autour de solutions efficaces pour tout le monde ainsi que pour la pérennité de notre planète.

Par l'intermédiaire de l'UIP, les parlements apportent des idées et une contribution positive aux processus, conventions et accords des Nations Unies ; ils constituent une ressource précieuse pour l'ONU dans la mesure où ils s'emploient à mettre en œuvre ces accords.

Lors de l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'UIP et ses 178 Parlements membres ont contribué à la définition des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Nous sommes particulièrement fiers du fait que ce qui constitue finalement l'ODD 16 reconnaisse clairement le rôle clé joué par des institutions publiques inclusives, représentatives et transparentes. Cela confirme la position des parlements en tant qu'importants moteurs du changement, mais aussi en tant qu'institutions devant elles-mêmes changer pour pouvoir soutenir le Programme 2030 dans son ensemble. Depuis l'adoption des ODD en 2015, les Assemblées de l'UIP, notre Audition parlementaire annuelle qui a lieu ici à New York ainsi que notre vaste programme de travail nous ont permis de contribuer concrètement à ces objectifs et à leurs indicateurs.

A l'instar de l'ONU, l'UIP n'a rien négligé pour que ses 178 Parlements membres disposent des capacités requises pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable, et a veillé sans relâche à ce que personne ne soit laissé de côté.

Nous aidons notamment nos Membres dans le cadre de leur participation au Forum politique de haut niveau (HLPF) et de l'élaboration des rapports nationaux volontaires. La réunion parallèle organisée par l'UIP durant le HLPF attire un grand nombre de parlementaires.

Que ce soit par l'intermédiaire de notre Commission permanente des Affaires des Nations Unies, de nos séminaires régionaux, du soutien direct que nous apportons aux parlements ou de nos guides à l'usage des parlementaires, l'UIP veille à ce que les parlements produisent des résultats. A cet égard, nous soutenons vigoureusement la gouvernance démocratique en tant qu'élément favorisant le développement durable et en tant qu'objectif en soi. De notre côté mais aussi en partenariat avec le PNUD et d'autres entités de l'ONU, nous nous attachons à renforcer les capacités des parlements à s'acquitter de leurs fonctions de représentation, législative et de contrôle. Nous veillons notamment à ce que les commissions parlementaires examinent les lois, les budgets, les politiques et les programmes en gardant à l'esprit l'interdépendance des objectifs et en tenant compte des plans nationaux pour la mise en œuvre des ODD.

Il y a deux ans, la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP nous invitait à collaborer avec l'ONU dans le domaine des migrations. J'aimerais saluer l'important travail accompli ici à New York dans le cadre de la négociation du nouveau pacte mondial sur les migrations, ainsi qu'à Genève où le pacte sur les réfugiés est examiné point par point. Et je peux vous l'assurer : nous avons produit des résultats.

Depuis un an et demi, l'UIP axe son action sur les migrants et les réfugiés et met en avant le rôle des parlements s'agissant de promouvoir une approche coordonnée et fondée sur les droits de l'homme face à ces mouvements transfrontaliers. La déclaration sur les migrants et les réfugiés que nous avons adoptée lors de l'Assemblée de l'UIP à Genève en mars est l'aboutissement de ce long processus de consultation mené parmi et avec nos Membres. Dans cette déclaration, les parlementaires s'engagent à faire en sorte que la question migratoire ne soit plus abordée sous un angle négatif et qu'elle soit donc considérée non plus comme une menace mais comme une opportunité à saisir grâce à des politiques adéquates dans tous les pays.

Par ailleurs, l'UIP a collaboré entre autres avec ONU Femmes en vue d'agir avec fermeté dans le domaine de l'autonomisation des femmes et de la lutte contre la violence faite aux femmes, notamment en politique. La réunion parlementaire que nous organisons conjointement à l'occasion de la session annuelle de la Commission de la condition de la femme permet toujours d'intégrer une perspective parlementaire particulière aux délibérations de l'ONU sur les questions liées aux femmes.

L'étude pionnière que nous avons menée à l'automne 2016 a révélé que le sexisme, le harcèlement et la violence à l'égard des femmes parlementaires sont des phénomènes répandus. La présence même de femmes à des postes de direction et dans des espaces considérés par les hommes comme leur chasse gardée provoque des réactions hostiles qui doivent être combattues. L'UIP aide les parlements à adopter des codes de conduite et les encourage à former leurs parlementaires et personnel parlementaire afin de prévenir ce type de violence et de faire en sorte que plus de femmes se présentent aux élections.

Nous félicitons le Secrétaire général de l'ONU pour son action visant à rendre le système des Nations Unies plus respectueux de l'équilibre homme-femme. Il a notamment veillé à ce que l'égalité des sexes soit atteinte au niveau des cadres supérieurs. Il donne l'exemple.

Partout dans le monde, les parlements doivent être plus inclusifs et plus représentatifs tout en se faisant l'écho des diverses préoccupations de la société et en œuvrant efficacement en faveur de tous leurs citoyens. Le Forum des jeunes parlementaires de l'UIP veille à ce que la perspective des jeunes soit prise en compte dans les affaires à traiter au niveau international, et participe à cet effet notamment au Forum annuel de la jeunesse du Conseil économique et social (ECOSOC).

Pour terminer, je souhaite attirer votre attention sur une initiative mise en avant dans notre projet de résolution : le 30 juin est déclaré Journée internationale du parlementarisme et sera célébré en tant que tel dès cette année. Nous espérons que cette journée sera l'occasion, tant à l'ONU que dans nos 178 Parlements membres, de célébrer le leadership et de soutenir le travail des plus de 46 000 parlementaires dans le monde.

Etre parlementaire signifie s'exposer à de multiples défis. En réalité, un parlementaire n'a jamais terminé son travail. Nombre de nos collègues dans le monde doivent faire avec des ressources limitées, sont mis au ban ou marginalisés dans leurs propres partis. Et ils sont trop nombreux à être persécutés illégalement et contraints au silence. Et bien sûr, dans cet univers politique bien souvent dominé par les hommes, les femmes parlementaires redoublent d'efforts au service de leurs citoyens.

Je suis très heureuse que cette journée spéciale soit désormais célébrée pour rappeler au monde l'importance du travail des parlementaires et, par extension, des responsables politiques – un travail qui est une vocation mais aussi un service à nos citoyens et qui mérite à la fois de jouir d'un plus grand respect et d'être amélioré.

En tant que Présidente de l'UIP, je m'engage à ce qu'ensemble, nos deux organisations changent réellement la vie de nos citoyens.

Je vous remercie.